



Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Conferenza delle direttrici e dei direttori dei dipartimenti cantonali di giustizia e polizia

Informations de la séance du Comité CCDJP du 28 juin 2021

Participants : Fredy Fässler, président (CdE SG), Karin Kayser-Frutschi, vice-présidente (CdE NW), Jacqueline Fehr (CdE ZH), Norman Gobbi (CdE TI), Philippe Müller (CdE BE), Kathrin Schweizer (CdE BL ; à partir de 14h), Mark Burkhard (cdt, président CCPCS, BL), Roger Schneeberger (secrétaire général CCDJP), Alain Hofer (secrétaire général adj. CCDJP), Claudio Stricker (conseiller spécialisé SG CCDJP), Barbara Jäggi (Secrétariat CCDJP).

Excusés : Béatrice Métraux, vice-présidente (CdE VD), Alain Ribaux (CdE NE)

Audition concernant la fixation des nombres maximums applicables aux travailleurs et prestataires de services étrangers pour l'année 2022

Le Comité CCDJP approuve la position du Comité CDEP concernant la fixation des nombres maximums applicables aux travailleurs et prestataires de services étrangers pour l'année 2022. Il est donc demandé dans un courrier commun à la cheffe du DFJP de ne pas modifier le contingent d'autorisations, à savoir 8 500 unités. Les comités CCDJP et CDEP ont aussi plaidé pour le maintien d'un contingent séparé de 3 500 personnes pour le Royaume-Uni.

Prise de position concernant le contrôle de l'exécution des renvois par la CNPT en application du droit des étrangers

Le Comité CCDJP approuve la prise de position du Comité d'experts Retour et exécution des renvois sur le rapport de la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT ; cf. annexe).

Stratégie numérique en matière d'exécution des sanctions pénales

Le Comité CCDJP charge la CSCSP d'instaurer, en collaboration avec la CCSPC et HIJP, un groupe de travail pour recenser les avancées du numérique en matière d'exécution des sanctions pénales, définir les actions à envisager à court et à long terme et tracer les contours de la stratégie numérique commune en matière d'exécution des sanctions pénales 2030. Il s'agit de rendre compte de la transformation numérique et des projets en cours et prévus aux niveaux cantonal, régional et national. Les travaux ont pour objectifs de consigner les besoins et les champs d'action en vue d'un développement coordonné et de formuler de premières recommandations sur les mesures à court terme et les prochaines étapes en vue de la stratégie numérique en matière d'exécution des sanctions pénales 2030 (ensemble d'objectifs communs).

Élection du nouveau secrétaire général de la CCDJP

Le comité de la CCDJP a nommé Florian Düblin à la succession de Roger Schneeberger en tant que secrétaire général de la CCDJP à partir du 1er janvier 2022. Cette élection garantit une transition sans heurts entre les titulaires actuels et futurs du poste. Florian Düblin est actuellement secrétaire général de la CPS. Ayant auparavant travaillé au secrétariat général du département de la justice et de la sécurité du canton de Bâle-Ville, il a occupé le poste de suppléant du secrétaire général de la CCDJP de 2012 à 2018.

Prises de position du Comité CCDJP sur les consultations en cours

Ordonnance sur les précurseurs de substances explosives

Le Comité CCDJP se prononcera sur la base de la position de la CCPCS.

Rapport sur la politique de sécurité

Le Comité CCDJP se prononcera principalement sur les volets police/terrorisme, la CG MPS sur ceux concernant l'armée et la protection de la population.

Ordonnance réglant l'admission à la circulation routière et ordonnance sur le contrôle de la circulation routière

Le Comité CCDJP laisse à la CCPCS le soin de prendre position.

Mesures policières de lutte contre le terrorisme

Le Comité CCDJP adoptera une prise de position lors de sa prochaine séance en septembre 2021.

Ordonnance sur le CO2

Le Comité CCDJP renonce à prendre position et laisse aux cantons le soin de le faire s'ils le souhaitent.

Modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI) : test de dépistage du COVID-19 en cas de renvoi ou d'expulsion

Le Comité CCDJP élaborera une prise de position en se fondant sur celle de l'ASM.

Nouveau système de financement de l'asile ; attestations des compétences linguistiques axées sur le contexte suisse dans le cadre des procédures relevant du droit des étrangers et du droit de la nationalité

Ce dossier est du ressort de la CDAS. Le Comité CCDJP décidera en septembre 2021 s'il entend se prononcer et, le cas échéant, comment.

30 juin 2021
07.06.01.08.03/cst